



## COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS DE LA LOIRE

Séance du 8 juillet 2025

Délibération n°CDPENAF-42-2025-189-11

Modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de LE CERGNE

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Loire,

- VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R\*133-1 à R\*133-15 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DT-21-0491 du 26 août 2021 portant composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Loire, modifié par l'arrêté DT-23-0646 du 26 juillet 2023 ;
- VU la saisine de la commission pour avis au titre de l'article L.112-1-1 al.4 du code rural et de la pêche maritime à la demande des membres sur le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Le Cergne ;
- VU l'avis conforme de la MRAE Auvergne-Rhône-Alpes sur l'absence d'effet notable de cette modification sur l'environnement et la santé humaine (décision n°2024-ARA-AC-3367 du 15 avril 2024) ;
- VU la présentation faite en séance par le directeur départemental des territoires de la Loire à l'attention des membres de la CDPENAF de la Loire ;

**CONSIDERANT** la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 3,7 hectares sur la période 2011 – 2020, dont 86 % destinés à la construction de logements (source CEREMA - fichiers fonciers), alors que la population a diminué de 713 habitants en 2010 à 619 habitants en 2021 et le nombre de logements vacants a augmenté de 21 en 2010 à 54 en 2021 (source INSEE) ;

**CONSIDERANT** que les éléments du dossier sont insuffisants pour justifier la nécessité d'une construction de nouveaux logements en extension de la zone urbanisée ;

**CONSIDERANT** la non justification de l'opportunité du projet au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières ;

**Au titre de l'art. L.112-1-1 al.4 du code rural et de la pêche maritime (avis général à la demande de la CDPENAF sur les procédures d'évolution des documents d'urbanisme des communes de la Loire) :**

- **émet un avis défavorable** au projet de modification du PLU susvisé et à cette ouverture à l'urbanisation.
- Conformément à l'art. L.112-1-1 al.10 du code rural et de la pêche maritime, **le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.**

Le directeur départemental  
des territoires  
Sébastien VIÉNOT